

RAPPORT ANNUEL

2007 - 2008



L A R  C H E

SOMMAIRE

Message du Président	Page 1
Stratégie et positionnement	Page 2
Les métiers	
Chablis	Pages 3 et 4
Sud de la France	Pages 4 et 5
Les domaines viticoles dans le Nouveau Monde	
Chili	Pages 5 et 6
Afrique du Sud	Page 6
Développement d'un pôle oeno-touristique	Page 7
Chiffres-clés et Perspectives	Pages 8 et 9
LAROCHE en Bourse	Page 10



MESSAGE DU PRESIDENT

Interview du Président du Directoire

**Madame, Monsieur,
Chers actionnaires**

L'exercice écoulé a-t-il tenu ses promesses ?

Le bilan de l'exercice 2007/2008 ressort contrasté à plusieurs titres. Malgré l'accroissement d'une part des ventes en volume et d'autre part des vins à plus forte marge, la rentabilité du Groupe ressort en baisse principalement en raison d'éléments exogènes. Nous avons subi, notamment à Chablis, une hausse exceptionnelle de 20% du prix d'achat de nos approvisionnement en vins de négoce affectant directement notre marge.

Au vu de ces résultats contrastés, la question de la pertinence de nos choix stratégiques pouvait se poser, et notre réponse a été clairement réaffirmée : notre stratégie est bonne, et c'est bien l'application stricte de nos politiques et l'accélération de leur mise en œuvre qui constituent la voie à suivre pour bénéficier à plein de la croissance continue du marché mondial du vin.



Le choix de notre positionnement orienté « haut-de-gamme » est confirmé par les bonnes performances des vins « Platinum » et « Icon » et par une présence renforcée de la marque dans nos circuits sélectifs. La politique de marque engagée garantit une bonne notoriété à l'ensemble de nos vins. La réussite du lancement de plusieurs rosés sous la marque LAROCHE durant cet exercice en témoigne. Mais l'événement le plus marquant de cet exercice reste le décollage significatif des ventes de nos « vins du nouveaux monde » passant de 1,4 M€ de chiffre d'affaires à 2,5 M€. L'activité réalisée au Chili et en Afrique du Sud représente désormais plus de 7% du chiffre d'affaires global.

Par ailleurs, nous développons toujours avec de plus en plus de succès notre activité oenotouristique. L'Hôtel du Vieux Moulin et le Wine Bar à Chablis, le Lodge L'AVENIR en Afrique du Sud entrent parfaitement dans l'objectif de diversification des activités du Groupe et permettent d'accroître la visibilité de la marque LAROCHE tant en France qu'à l'international.

Comment voyez-vous l'exercice suivant et au-delà ?

Nous avons pris des mesures immédiates dès la fin de l'exercice 2007/2008 pour que le Groupe puisse faire face à la montée brutale des coûts d'approvisionnement et des matières premières. Nous avons effectué dès le 1er avril 2008 un relèvement tarifaire qui devrait nous permettre de combler la perte de volume. De plus, une politique de réduction des coûts et de baisse des investissements sera mise en place tout au long de l'année.

Fort de notre stratégie haut-de-gamme dont les performances sont avérées et des mesures d'optimisation des coûts, notre Groupe anticipe à moyen terme un nouveau cycle de croissance rentable dont nos actionnaires pourront bénéficier. A cela s'ajoutera la progression des ventes de nos vins du « Nouveau Monde » dans les années à venir, poussée par un potentiel de référencements encore inexploités.

La forte mobilisation de nos équipes, le respect attentif de l'image de la marque LAROCHE, la bonne cohérence de nos gammes de produits, l'écoute permanente de nos marchés sont, de manière certaine, les clefs de nos succès futurs.

MICHEL LAROCHE
Président du Directoire

STRATEGIE ET POSITIONNEMENT

A l'écoute des besoins du marché du vin

Notre mission :

Développer et diversifier mondialement l'activité sous une marque unique LAROCHE pour devenir un des leaders qualitatifs du marché des vins " haut de gamme " .

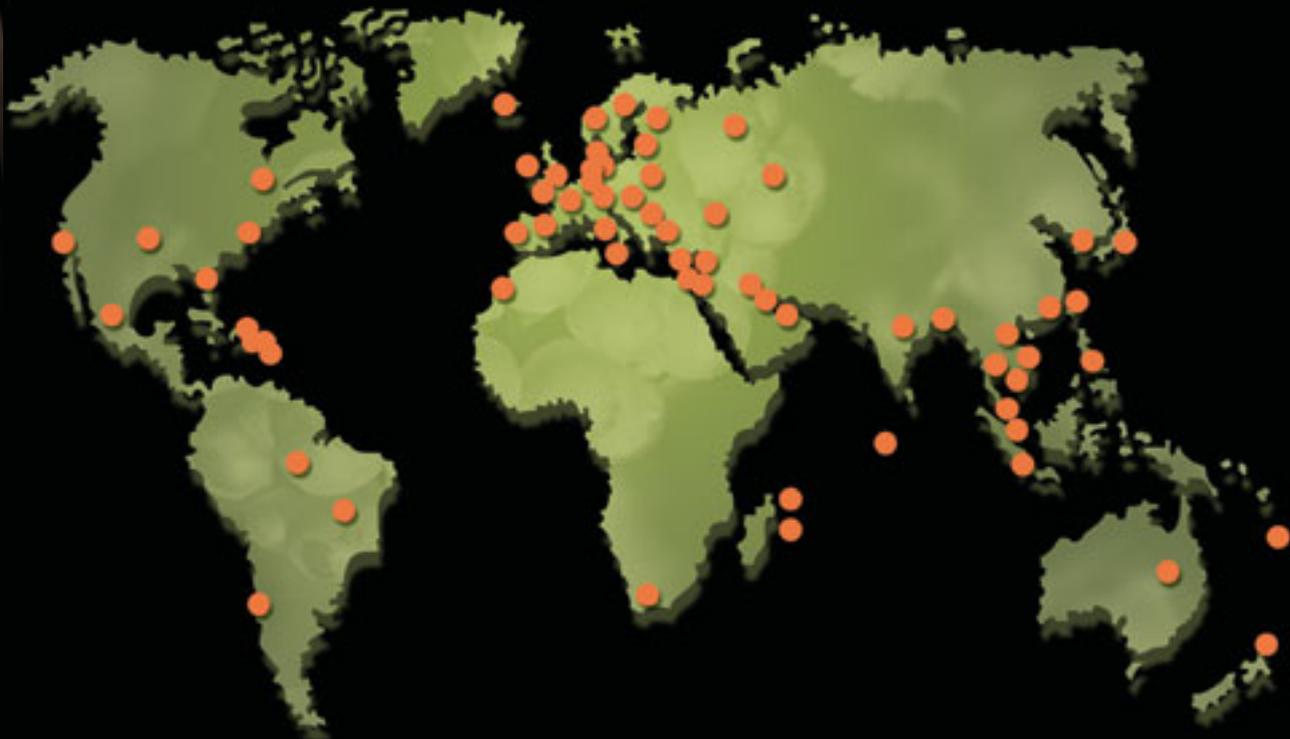
La stratégie mise en œuvre par le Groupe LAROCHE consiste à se positionner sur le segment des vins " haut de gamme " en recherchant l'excellence qualitative pour chacun de ses produits et développer une marque forte. Appliquée à l'ensemble de son offre, cette stratégie a pour but de créer face à une offre pléthorique pour les consommateurs du monde entier, un " label de qualité " sous une marque unique : LAROCHE.

Par cette approche, le Groupe entend ainsi s'approprier les codes du marché du Luxe.

Disposant déjà d'un savoir-faire technique, des terroirs qualitatifs, d'une notoriété mondiale et d'installations techniques modernes et innovantes, LAROCHE peut aujourd'hui concentrer ses ressources sur le développement marketing et commercial, à l'instar de la stratégie menée avec succès par les producteurs de Champagnes, les grandes marques de spiritueux ou encore les leaders des vins du Nouveau Monde

Grâce à son rayonnement commercial international, le Groupe exporte aujourd'hui 81% de sa production en 2007/2008 vers 75 pays.

LAROCHE développe des synergies entre ses différents domaines viticoles afin d'appliquer la réussite de sa production française, son savoir-faire et la *French Touch* à ses productions étrangères.

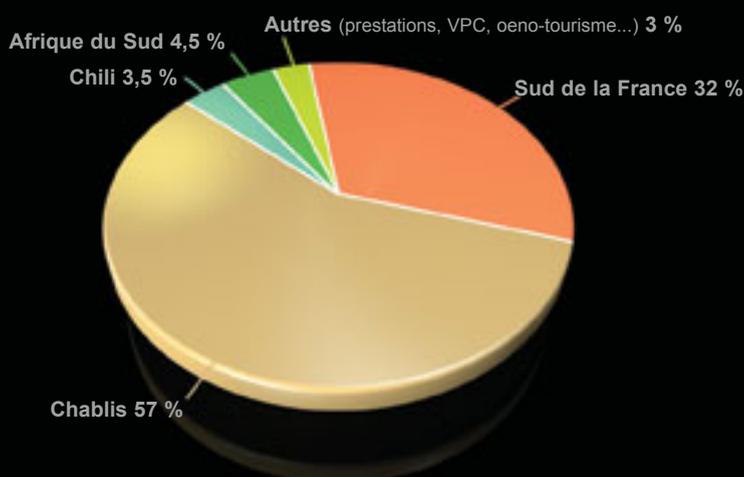




METIERS

Le groupe LAROCHE producteur-vinificateur depuis 1850 n'a cessé d'étendre ses propriétés viticoles pour posséder, aujourd'hui, un vignoble de 250 hectares repartit à Chablis, en Languedoc, en Afrique du Sud et très récemment au Chili. Il a ainsi construit sa réussite grâce à une étroite collaboration avec les tissus viticoles locaux.

Aujourd'hui, le groupe LAROCHE possède une expertise rare sur chacun des maillons de la chaîne de production lui permettant d'identifier les meilleures parcelles sur chaque région de production. Cette stratégie permet à LAROCHE d'effectuer une sélection rigoureuse sur chaque terroir, d'exploiter chaque domaine viticole sur lequel il applique ses propres techniques de culture, ses méthodes de récolte, de pressurage, de vinification, d'élevage et d'assemblage.



Répartition du CA 2007/2008

CHABLIS : la maîtrise du savoir-faire



Le vignoble de Chablis d'Appellation d'Origine Contrôlée - AOC - est situé tout au nord de la Bourgogne. Il est mondialement connu pour produire l'un des meilleurs Chardonnay du monde. Un vin blanc vif, minéral au caractère unique, et possédant une longévité exceptionnelle. Au fil des années sa réputation n'a cessé de croître, la demande a fortement augmenté au cours des 2 dernières années, entraînant un brutal renchérissement des prix d'achat à la production.

Pour son activité de négoce, le groupe LAROCHE s'approvisionne auprès des producteurs locaux. Il est donc actuellement confronté à la hausse brutale du prix de ses approvisionnements en vins de Chablis Négoce ceci affectant directement sa marge brute.

La belle performance de Chablis en provenance de son propre domaine viticole (+ 7%) ne pouvant compenser la baisse des marges de l'activité du Chablis négoce.

Tout ceci a donc créé un décalage. La répercussion de la hausse brutale des prix d'achat à la production ne pourra être répercutée dans nos tarifs de vente que de façon progressive. Il faudra sans aucun doute attendre l'exercice 2009-2010 pour retrouver un taux de marge brute plus habituel.

LE SUD DE LA FRANCE



LAROCHE est propriétaire du **Mas La Chevalière**, une belle demeure du 19^e siècle dominant une propriété de 11 hectares clos de murs et édifée au pied de la vieille ville de Béziers, cette propriété offre un contraste avec ses installations viticoles ultramodernes réunissant, le chai de vinification pour les vins rouges, la cuverie d'élevage et la ligne d'embouteillage automatisée. Le vignoble maison, implanté plus au nord sur les meilleurs terroirs et jusqu'au contreforts du Massif Central, s'étend aujourd'hui sur 40 hectares. Le vignoble est jeune et entièrement replanté. Il est maintenant en pleine production.

En 2007/2008, LAROCHE enregistre des niveaux de marges solides et stables malgré l'inflation sous-jacente des coûts des matières.



Au cours de cet exercice, LAROCHE a obtenu des récompenses majeures :



Sélections Mondiales des Vins - Canada

Médaille d'or

Mondial du Rosé



Médaille d'argent



Les domaines viticoles dans le Nouveau Monde

Le Groupe LAROCHE est aujourd'hui implanté dans 2 régions viticoles clés, réputées pour l'excellence de leur terroir et l'attractivité de leur rapport qualité/prix de leurs vins

- Dans la Vallée de Casablanca au Chili (42 hectares)
- A STELLENBOSCH en Afrique du Sud (68 hectares).

LE CHILI



La vallée de Casablanca proche de l'Océan Pacifique est parfaite pour produire des " chardonnay " vifs et des " pinot noir " extraordinairement aromatiques, tandis que les vallées plus encaissées et plus chaudes du centre du pays profitent parfaitement aux " cabernet-sauvignon " et autres cépages d'origine bordelaise.

Les faibles coûts de production à la vigne permettent d'atteindre des prix de revient très compétitifs. Ces 2 éléments associés à la qualité et aux conditions climatiques très favorables expliquent la forte croissance des ventes de vins du Chili sur la scène internationale.

Le Groupe LAROCHE dispose aujourd'hui d'un potentiel de développement important :

- Un outil de production opérationnel complet et performant.
- 42 hectares de vignes dans la vallée de Casablanca arrivant en pleine production sur la récolte 2009

Le succès des vins chiliens a permis au groupe LAROCHE de doubler ses ventes sur cette zone en 2007/2008.

L'AFRIQUE DU SUD



Aujourd'hui notre filiale L'AVENIR Wine Estate possède un vignoble de 68 hectares qui se décompose de la façon suivante :

- 32 hectares en cépages rouges (Pinotage, Cabernet Sauvignon, Merlot, Cabernet Franc)
- 36 hectares en cépages blancs (Sauvignon blanc, Chardonnay, Chenin).

Le rachat de cette propriété viticole jouissant déjà d'une réputation internationale nous a permis un démarrage rapide de notre activité dès l'exercice 2006/2007.

Une organisation structurée a été mise en place. Une partie du vignoble a été replantée. L'outil de production a été modernisé et le " Lodge " a été entièrement rénové.

En Avril 2007, le groupe LAROCHE s'est porté acquéreur de la propriété attenante dénommée SENTINEL , propriété de 48 hectares dont 17,5 de vignes plantées avec un centre de conférence. Un triple objectif était visé :

- Améliorer la visibilité de la marque L'AVENIR en Afrique du Sud (15% des ventes)
- Mettre en place un programme immobilier de revente de terrains à bâtir (sur 2 exercices)
- Développer les activités oeno-touristiques très développées en Afrique du Sud.



L'OENO-TOURISME

Développement d'un pôle oeno-touristique, le miroir du style LAROCHE

A Chablis, le groupe LAROCHE a ouvert un restaurant le " LAROCHE WINE BAR" et un hôtel de charme en juin 2007 : " Le Vieux Moulin " pour y recevoir ses clients et constituer une vitrine pour ses vins dans une région viticole à notoriété mondiale.

Aujourd'hui, cet établissement est référencé dans les guides touristiques depuis Mars 2008.

Cet investissement d'image générera une profitabilité sur le moyen terme.

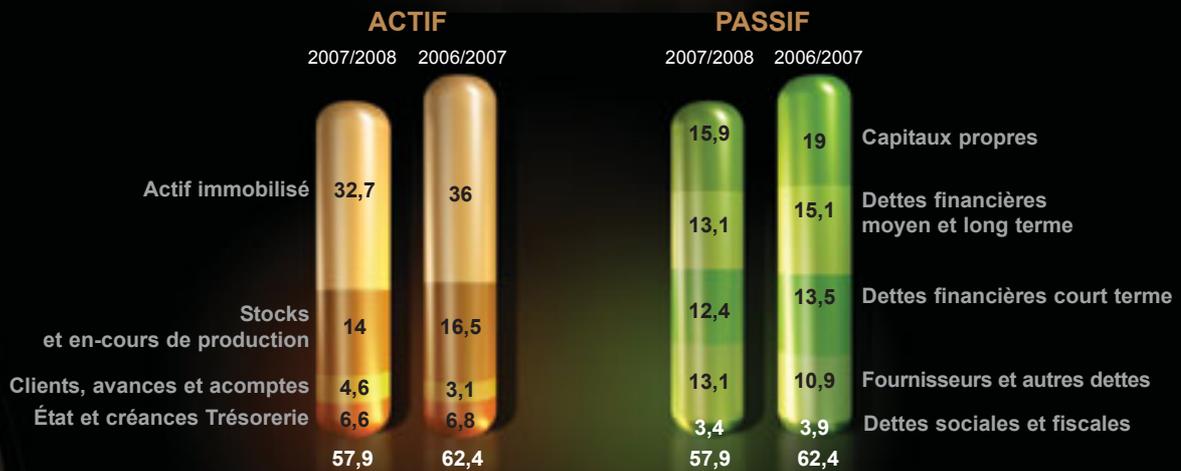


CHIFFRES-CLES ET PERSPECTIVES

Poursuite de la croissance du chiffre d'affaires (en M€)



Bilan comparatif au 31 mars (en M€)



En Millions d'€	2007/2008	2006/2007	Variations (n/n-1)
Chiffre d'affaires total	32,81	30,74	+6,3%
CA sur produits finis	30,23	29,14	+3,6%
Marge brut sur produits finis	17,72	18,27	-3%
Excédent brut d'exploitation	2,77	3,94	-29%
Résultat d'exploitation	1,38	2,60	-47%
Résultat courant avant impôts	(0,07)	0,84	N.S
Résultat exceptionnel	(0,66)	0,12	N.S
Résultat net consolidé	(0,60)	0,59	N.S



Résultats du Groupe impactés par des éléments exogènes et non récurrents

Les résultats 2007/2008 sont principalement affectés par :

- la hausse brutale et continue du prix d'achat des vins de Chablis Négoce,
- le faible niveau de vente de nos vins de production du Mas La Chevalière,
- la provision constituée sur la précédente joint-venture chilienne,
- le coût de sortie du périmètre du groupe de la filiale Chablisienne SCEA Guette du Soleil.
- le portage financier de la filiale SENTINEL dans l'attente de la cession des terrains

Perspectives : contribution des relais de croissance aux résultats 2007/2008

A compter du 1er avril 2008, le groupe LAROCHE a procédé à un relèvement général de ses tarifs accompagné d'un dispositif de compression de ses charges et d'une réduction de ses investissements.

En 2008-2009, le relèvement général des tarifs clients pèsera sur la croissance des ventes tant à Chablis que dans le Sud de la France

L'activité devrait être principalement tirée par les vins " haut de gamme " et par le développement des nouvelles gammes de produits " Classic " en provenance du Nouveau Monde. Les gammes des vins du Chili et de l'Afrique du Sud devraient atteindre 10% des ventes totales du groupe avec une contribution nettement positive.

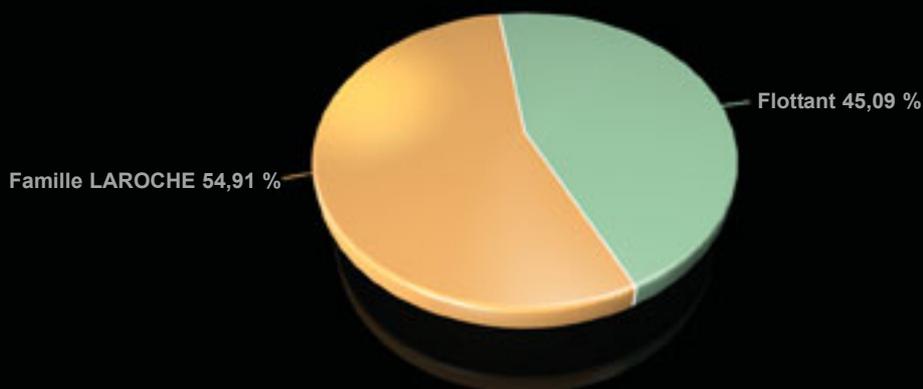
LAROCHE EN BOURSE

Marché de Paris : ALTERNEXT

Code valeur : Euronext Paris - FR000077117 - ALLAR



Répartition du capital



Nombre de titres : 2 069 978

Ouverture du capital de LB Holding

Après retrait en 2006 de la famille Berning, recherche d'un partenaire minoritaire
 LB HOLDING détient 37,70 % du capital
 et la famille LAROCHE détient 17,21 % du capital,
 soit 64 % des droits de vote

RAPPORT FINANCIER

Rapport de gestion :	Page 2
Comptes consolidés :	Page 19
Comptes sociaux :	Page 23
Tableau des filiales et participations :	Page 27
Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices :	Page 28
Rapport des CAC :	Page 29
Projet de résolutions :	Page 32
Rapport du Conseil de Surveillance :	Page 34
Rapport spécial du Président :	Page 36
Liste des membres du Conseil de Surveillance :	Page 45
Liste des Commissaires aux comptes :	Page 47

LAROCHE

**Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital de 10.349.890 Euros**

SIEGE SOCIAL : CHABLIS (Yonne) L'Obédiencerie - 22, rue Louis Bro

317 356 574 R.C.S. AUXERRE - SIRET 317 356 574 00036

**RAPPORT DE GESTION SUR LA MARCHE DE LA SOCIETE
ET RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 17 SEPTEMBRE 2008**

Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée générale ordinaire conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre société à l'effet de vous prononcer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de gestion du Directoire sur les opérations sociales concernant l'exercice clos le 31 mars 2008 incluant le rapport du groupe,
- Rapport du Président du Conseil de surveillance sur les procédures de contrôle interne,
- Rapport général des Commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission au cours de l'exercice écoulé,
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-86 du Code de commerce,
- Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés arrêtés au 31 mars 2008,
- Rapport des Commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce,
- Observations du Conseil de surveillance sur le rapport du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice,

- Approbation des comptes annuels, des comptes consolidés et des conventions susvisées,
- Quitus aux membres du Directoire,
- Affectation des résultats et fixation du dividende versé au titre de l'exercice 2008,
- Renouvellement des mandats des Commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

Par ailleurs, il vous sera donné lecture :

- Des rapports établis par les Commissaires aux comptes dans le cadre leur mission,
- Du rapport du Conseil de surveillance,
- Du rapport du Président sur les procédures de contrôle interne,
- Du rapport spécial du Directoire concernant l'attribution d'actions gratuites aux salariés et/ou dirigeants.

Tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition ou vous ont été adressés dans les délais impartis.

1. Sur les comptes sociaux

1.1. Présentation des comptes annuels

Les comptes que nous vous soumettons sont présentés selon les formes rendues obligatoires par la mise en application de la loi comptable.

Ils ont été établis dans le respect du principe de prudence et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Ces règles n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

1.2. Situation et activité de la société au cours du dernier exercice clos

Nous vous précisons que les chiffres figurant ci-après ont été arrondis.

1.2.1. L'actif et le passif

Afin de vous permettre d'analyser la situation de la société, nous vous proposons de mesurer, par rapport à l'exercice précédent, l'évolution des grands postes du bilan :

- L'actif immobilisé, compte tenu des amortissements Pratiqués au cours de l'exercice, s'élève à Contre Pour l'exercice précédent	19.306 KEur. 21.081 KEur.
- L'actif circulant s'élève à Contre Pour l'exercice précédent	13.691 KEur. 12.853 KEur.
- Les comptes de régularisation s'élèvent à Contre Pour l'exercice précédent	2.101 KEur. 732 KEur.
- Les capitaux propres, avant affectation Des résultats du dernier exercice S'élèvent à Contre Pour l'exercice précédent	13.935 KEur. 15.249 KEur.
La réserve légale est partiellement dotée.	
- Les provisions pour risques et charges sont de Contre Pour l'exercice précédent	2.101 KEur. 737 KEur.
- L'ensemble des dettes s'élève à Contre Pour l'exercice précédent	19.013 KEur. 18.671 KEur.

Le total du bilan s'élève à 35.098 KEur. contre 34.665 KEur. pour l'exercice précédent.
Nous vous le présentons synthétiquement dans l'annexe au présent rapport.

1.2.2. Le compte de résultat

Au cours de l'exercice, nous avons réalisé Un chiffre d'affaires hors taxes de Contre Pour l'exercice précédent	30.446 KEur. 28.853 KEur.
Nous obtenons un total de produits d'exploitation de Contre Pour l'exercice précédent	30.646 KEur. 29.041 KEur.
Nos charges d'exploitation se sont élevées à Dont notamment :	30.548 KEur.
- Les achats pour	23.382 KEur.
- Les salaires pour	2.036 KEur.
- Les charges sociales pour	1.032 KEur.
- Des amortissements pour	76 KEur.

Nous avons ainsi dégagé un résultat d'exploitation	
Avant produits et frais financiers de	97 KEur.
Contre	386 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Après prise en compte des produits et frais financiers	
Nous avons dégagé un résultat courant de	-1.460 KEur.
Contre	- 537 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Après des produits exceptionnels de	18 KEur.
Contre	69 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Des charges exceptionnelles de	442 KEur.
Contre	31 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Et un impôt sur les bénéfices de	- 158 KEur.
Notre résultat net se traduit par un résultat de	- 1.726.256 Eur.
Contre	37.205 Eur.
Pour l'exercice précédent	

1.2.3. Evénements intervenus sur l'exercice et perspectives d'avenir

L'année est caractérisée par une hausse du chiffre d'affaires de + 7 %.

L'activité a été plus particulièrement tirée par les ventes des produits du Nouveau Monde (Chili et Afrique du Sud) et aussi par une activité Chablis très dynamique.

La rentabilité globale du groupe a été pénalisée par la forte hausse du prix de vins de négoce de Chablis.

Dans le résultat financier et exceptionnel de très importantes provisions ont été comptabilisées :

- Sur les dettes d'investissements de nos filiales étrangères des provisions ont été comptabilisées en raison du renchérissement de l'euro par rapport aux devises d'investissements pour 1.321 KEur.,
- Sur le litige avec notre ancien partenaire Chilien, la procédure d'arbitrage que nous avons engagé s'est terminée par un renvoi des deux parties devant une juridiction Chilienne ; de ce fait, les règles de prudence nous imposent de provisionner notre risque à hauteur de 434 KEur.,
- Sur le déficit d'exploitation de notre filiale Le Vieux Moulin, nous avons provisionné notre participation à hauteur de 150 KEur.

Nous constatons donc que la perte nette est donc expliquée par les trois provisions mentionnées ci-dessus.

L'exercice 2008-2009 est marqué par une nouvelle hausse du prix de nos approvisionnements en vins de Chablis Négoce et aussi par une hausse générale de nos achats de fournitures et prestations de services. Aussi et afin de compenser cela, nous avons procédé à compter du 1^{er} avril 2008, à un relèvement général du prix de vente de nos produits.

Nous attendons à une stabilité du chiffre d'affaires sur ce nouvel exercice avec une contraction de notre volume commercialisé. .

Nous poursuivons le recentrage de nos activités en privilégiant les réseaux de distribution sélectifs et le développement des ventes sur nos gammes de produits à plus forte valeur ajoutée (Icon et Platinium).

1.2.4. Evolution des affaires, des résultats et de la situation financière

Nous vous communiquons ci-après une analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société :

La valeur ajoutée produite sur l'exercice représente 11 % des ventes de l'exercice contre 11,47 % pour l'exercice 2006/2007.

L'excédent brut d'exploitation réalisé sur l'année 2007/2008 s'élève à -0,12 % des ventes contre 1 % pour l'exercice antérieur.

Le résultat d'exploitation est égal à 0,32 % des ventes contre 1,34 % pour l'exercice 2006/2007.

Le résultat courant avant impôt s'élève à -4,80 % des ventes contre -1,86 % des ventes de l'exercice précédent.

Enfin, le résultat net de l'exercice est égal à -5,67 % contre 0,13 % des ventes de l'exercice 2006/2007.

La capacité d'autofinancement figure dans l'annexe au présent rapport.

1.3. Description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée

Les facteurs significatifs des risques sont les suivants :

- Ceux liés à la commercialisation de nos produits : la société commercialise des produits assujettis à différentes réglementations. Toutes les dispositions sont prises pour s'y conformer,
- Ceux liés au change,
- Ceux liés à la hausse des matières premières
- Ceux inhérents à des litiges importants,
- Ceux attachés aux logiciels de l'entreprise : nous sommes en cours de finalisation du nouveau système informatique.

Le Directoire assure l'identification, la quantification et la bonne gestion des risques (financiers, humains, etc...)

L'analyse des risques appelle les quelques commentaires suivants :

- Compte tenu de l'étendue de ses réseaux de distribution, la société ne connaît pas de dépendance commerciale importante vis-à-vis de ses clients, ni de risque significatif de non recouvrement : les clients en France sont essentiellement dans le CHR et l'encours unitaire par client est limité ou des grands comptes avec une qualité de signature notoire, les clients à l'export sont couverts par un contrat d'assurance crédit client recouvrement,
- Les relations avec les fournisseurs clés sont consolidées par des accords ou des contrats annuels voire pluriannuels,
- Les risques d'obsolescence ou de péremption des stocks n'existent pas et la rotation est relativement rapide,
- Il n'existe aucun risque connu à ce jour lié à l'environnement,

La société a mis en œuvre une politique de couverture des principaux risques liés à son activité et susceptibles d'être assurés et révisé annuellement ces couvertures de manière à les garder en adéquation avec les risques potentiels.

1.4. Information de nature sociale

L'emploi :

Effectif total	43
Embauche selon le type de contrat de travail	CDI
Durée hebdomadaire du temps de travail	35

Les rémunérations :

Montant des rémunérations (en KEur.)	2.035
Charges sociales (en KEur.)	1.032
Intéressement (en KEur.)	0
Participation et plan d'épargne	0

La formation :

La société met en place régulièrement des formations avec des organismes habilités permettant l'octroi de subventions par des fonds européens et le Conseil régional.

Les conditions d'hygiène et de sécurité :

Du fait de l'unité économique et sociale, un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail existe au sein du groupe.

Les oeuvres sociales :

La société verse au comité d'entreprise, en sus de l'obligation légale, une somme de 1 % de la masse salariale de la société LAROCHE, de la filiale DOMAINE LAROCHE et LE VIEUX MOULIN.

1.5. Information sur l'environnement

Nous vous précisons que l'activité de notre société n'a aucun impact sur l'environnement, les ressources en eau et les matières premières.

1.6. Activités de la société en matière de recherche et de développement

Nous vous rappelons que la société n'a engagé aucun programme de recherche ni de développement au cours de l'exercice écoulé.

1.7. Prises de participation et de contrôle - sociétés contrôlées

La société a pris une participation de 31 % dans le capital social de la société SC CAPITAINE ayant elle-même une participation dans le capital de la société CHATEAU ON LINE. Cette prise de participation, d'un montant de 2.000 Euros pour la société s'est accompagnée d'une avance en compte courant de 321.706 Euros.

Nos filiales ont obtenu les résultats suivants :

- La société DOMAINE LAROCHE a réalisé un chiffre d'affaires de 15.840 KEur. et a clôturé son exercice par un résultat net déficitaire de - 195 KEur .,
- La société MAS LA CHEVALIERE a réalisé un chiffre d'affaires de 7.740 KEur. et a clôturé son exercice par un résultat net bénéficiaire de 311 KEur .,
- La société LAROCHE WINES LIMITED n'a réalisé aucun chiffre d'affaires et a clôturé ses comptes par un résultat net bénéficiaire de 3 KEur.,
- La société LAROCHE Inc. a réalisé un chiffre d'affaires de 52 KEur. et a clôturé son exercice par un résultat net bénéficiaire de 28 KEur.,
- La société LE VIEUX MOULIN a réalisé un chiffre d'affaires de 976 KEur. et a clôturé son exercice social par un résultat net déficitaire de 332 KEur.,
- La société LAROCHE SOUTH AFRICA a réalisé un chiffre d'affaires de 835 KEur. et a clôturé son exercice social par un résultat net déficitaire de 252 KEur. ; ce déficit est uniquement lié à l'acquisition de la propriété SENTINEL en avril 2007. Cette propriété est attenante à notre propriété L'AVENIR. Le portage financier de SENTINEL dans l'attente de la revente d'une partie des terrains génère des frais supplémentaires significatifs ; en terme d'exploitation pure et par conséquent avant l'affectation des frais généraux, dotation aux amortissements et les frais financiers liés cette acquisition, le résultat net de notre filiale LAROCHE SOUTH AFRICA serait bénéficiaire,
- La société LAROCHE CHILE LIMITIDA a réalisé un chiffre d'affaires de 1.186 KEur. et a clôturé son exercice social par un résultat net bénéficiaire de 272 KEur.,
- La société MICHEL LAROCHE & JORGE CODERCH n'a communiqué aucun renseignement,

1.8. Modification du capital

Agissant sur délégation de l'Assemblée générale extraordinaire du 7 février 2006, le Directoire, dans sa séance du 3 décembre 2007, a constaté l'exercice de 186.768 bons de souscription d'actions, attribuant à leurs titulaires 62.256 actions nouvelles de 5 Euros de nominal émises au prix de 12 Euros. Il en est résulté une augmentation du capital social de 311.280 Euros.

1.9. Résultats - Affectation des résultats

La répartition des résultats que nous vous proposons est conforme à la loi et à nos statuts.

Nous vous demandons d'affecter la perte nette comptable au compte «Autres Réserves ».

En outre, nous vous demandons de prélever sur le compte « Autre Réserves », la somme de 103.498,90 Euros afin de l'affecter aux actionnaires à titre de distribution de dividende.

Le dividende global revenant à chaque action est ainsi fixé à 0,05 Euro.

Il peut être, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, éligible à l'abattement. Nous vous précisons que les actionnaires auront la possibilité d'opter au prélèvement forfaitaire libérateur de l'impôt sur le revenu au taux de 18 % liquidé sur le montant brut du revenu distribué en notifiant à la société par écrit leur décision avant la mise en paiement du dividende.

Enfin, ce dividende sera diminué du montant des prélèvements sociaux payables à la source, soit 11 % du revenu distribué.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 1^{er} octobre 2008.

Nous vous rappelons que, pour les trois exercices précédents, les dividendes par actions mis en distribution ont été les suivants :

EXERCICES	DISTRIBUTION GLOBALE PAR ACTION	REVENU ELIGIBLE À L'ABATTEMENT DE 50 %	REVENU ELIGIBLE À L'ABATTEMENT DE 40 %
31/3/2007	0,15	-	0,15
31/3/2006	0,10	-	0,10
31/3/2005	0,20	0,20	-

1.10. Dépenses et charges non déductibles fiscalement

Nous vous demanderons d'approuver spécialement le montant global des dépenses et charges visées par l'article 39-4 du Code Général des Impôts se montant à 54.085 Euros et l'impôt théorique supporté en raison de ces dépenses et charges qui s'élève à 18.027 Euros.

1.11. Renseignements relatifs aux acquisitions d'actions de la société faite au bénéfice des salariés

La proportion du capital détenue par les salariés du groupe au titre d'une gestion collective ou dont les salariés n'ont pas une libre disposition est la suivante :

- Actions de la société figurant dans les fonds communs de placement d'entreprise dénommé GSC 959/20 : 15.530 actions conférant un droit de vote double.

Nous vous informons également que la société n'a procédé à aucun rachat de ses propres actions pour les attribuer à ses salariés, et ce, ni dans le cadre de la participation de ceux-ci aux résultats de l'entreprise, ni dans le cadre d'options d'achat d'actions.

1.12. Opérations réalisées au titre des options d'achat ou de souscription d'actions réservées au personnel salarié

Nous vous précisons que l'Assemblée générale des actionnaires de la société n'a pas autorisé l'émission d'option donnant droit aux membres du personnel de la société, à la souscription d'actions dans les conditions visées aux articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce.

Par contre le Directoire, dans sa séance du 22 juin 2006, a décidé, conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée générale extraordinaire du 7 février 2006, l'attribution d'un nombre total maximum de 100.000 actions gratuites, sans valeur nominale au profit de bénéficiaires désignés.

Le Directoire a fixé la durée de la période d'acquisition au 30 juin 2010 et la période de conservation des actions, à compter de leur attribution définitive, à deux années.

1.13. Informations concernant les mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de la loi, nous vous indiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions, exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux durant l'exercice :

- Président du Directoire : Monsieur Michel LAROCHE
Nommé par le Conseil de surveillance du 20 septembre 2007,
Date d'expiration du mandat : 2013,
Mandats détenus dans d'autres sociétés :
 - . Président-Directeur général et administrateur de SA DOMAINE LAROCHE
 - . Président-Directeur général et administrateur de SA MAS LA CHEVALIERE
 - . Gérant de S C L. B. HOLDING
 - . Gérant de la SCI DU DOMAINE LAROCHE
 - . Gérant de la SARL LE VIEUX MOULIN
 - . Gérant de LAROCHE CHILE LIMITIDA
 - Directeur de LAROCHE SOUTH AFRICA

- Membre du Directoire : Madame Gwénaél LAROCHE
Nommée membre du Directoire par le Conseil de surveillance du 20 septembre 2007
Date d'expiration du mandat : 2013,
Mandats détenus dans d'autres sociétés :
 - . Administrateur de SA DOMAINE LAROCHE
 - . Administrateur de SA MAS LA CHEVALIERE

- Président du Conseil de surveillance : Madame Madeleine LAROCHE
Nommée membre du Conseil par l'Assemblée générale ordinaire du 20 septembre 2007 et Président par le Conseil de surveillance du 20 septembre 2007,
Date d'expiration du mandat : 2013,
Mandats détenus dans d'autres sociétés : Néant

- Vice-Président du Conseil de surveillance : Madame Françoise DUPRESSOIR
Nommée membre du Conseil par l'Assemblée générale ordinaire du 20 septembre 2007 et Vice-Président par le Conseil de surveillance du 20 septembre 2007,
Date d'expiration du mandat : 2007,
Mandats détenus dans d'autres sociétés : Néant

- Conseiller : Monsieur Philippe SIMON
Nommé membre du Conseil par l'Assemblée générale ordinaire du 20 septembre 2007,
Date d'expiration du mandat : 2013,
Mandats détenus dans d'autres sociétés : Néant

- Conseiller : Monsieur François FAURE
Nommé membre du Conseil par l'Assemblée générale ordinaire du 20 septembre 2007,
Date d'expiration du mandat : 2013,
Mandats détenus dans d'autres sociétés : Néant

En outre, le présent rapport doit rendre compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés à chaque mandataire social durant l'exercice écoulé, tant par la société elle-même que par les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce. En conséquence, vous trouverez ces informations, concernant les membres du Directoire, dans le tableau attaché au présent rapport.

Aucune rémunération n'a été versée aux membres du Conseil de surveillance. Aucune prime de départ, ni aucun régime de retraite complémentaire n'est prévu au profit des membres du Conseil de surveillance de la société.

1.14. Jetons de présence

Les membres du Conseil de surveillance n'ont perçu aucun jeton de présence au titre de l'exercice écoulé et n'en sollicitent pas pour l'exercice en cours.

1.15 . Actionnariat et vie sociale

Nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires possédant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, ou des dix-neuf vingtième du capital social ou des droits de vote aux Assemblées générales :

Principaux actionnaires	% du capital	% des droits de vote
M. Michel LAROCHE	12,67	16,29
LB HOLDING	37,69	53,83

Aucune opération, visée aux articles L. 621-18-2 du Code de commerce et 223-26 du règlement général de l'AMF, n'a été réalisée par les dirigeants sur leurs titres

1.16. Conventions visées à l'article L. 225-86 du Code de commerce

Nous vous demandons également d'approuver les conventions visées à l'article L. 225-86 du Code de commerce régulièrement autorisées par votre Conseil.

Vos Commissaires aux comptes ont été informés de ces conventions. Ils vous les présentent et vous donnent à leur sujet toutes les informations requises dans le rapport spécial qui sera lu dans quelques instants.

1.17. Situation des mandats des administrateurs et des Commissaires aux comptes

Nous vous rappelons qu'aucun mandat de membre du Conseil de surveillance n'est venu à expiration.

Enfin les mandats de vos Commissaires aux comptes titulaires viennent à expiration avec la présente réunion. Nous vous proposons de renouveler ces mandats, ce que sollicitent vos Commissaires aux comptes, pour une durée de six exercices, expirant après la réunion de l'Assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes du sixième exercice. Nous vous demandons également de voter le renouvellement de la mission de vos Commissaires aux comptes suppléants.

1.18. Documents annexés au présent rapport

Nous vous précisons que sont joints au présent rapport :

- Le tableau prévu à l'article R. 225-102 du Code de commerce et faisant apparaître les résultats de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices,
- Le rapport spécial du Président sur les procédures de contrôle interne prévu à l'article L. 225-68 du Code de commerce.

1.19. Travaux des Commissaires aux comptes

Vos Commissaires aux comptes relatent par ailleurs dans leur rapport général et dans leur rapport sur le rapport établi par le Président du Conseil de surveillance pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne, l'accomplissement de la mission qui leur est dévolue par la loi.

2. Sur les comptes consolidés du groupe

2.1. Présentation des comptes consolidés

Les comptes consolidés que nous vous présentons arrêtés au 31 mars 2008 comprennent un bilan consolidé, un compte de résultat consolidé et une annexe. Ils ont été établis selon la méthode de l'intégration globale ou de l'intégration proportionnelle, selon les cas, conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels consolidés applicables en France.

2.1.1. Périmètre de consolidation

Nous vous informons que les sociétés LAROCHE, DOMAINE LAROCHE, MAS LA CHEVALIERE, LAROCHE WINES LIMITED, LAROCHE INCORPORATED, SCI DU DOMAINE LAROCHE, LAROCHE SOUTH AFRICA, LAROCHE CHILE LIMITIDA et le VIEUX MOULIN sont comprises dans le périmètre de consolidation.

La filiale SCEA GUETTE du SOLEIL a été cédée et sortie du périmètre de consolidation.

La société MICHEL LAROCHE & JORGE CODERCH, contrôlée à 47 %, n'a plus d'activité et n'est plus consolidée depuis le 31 mars 2006.

2.1.2. Situation et activité du groupe au cours de l'exercice écoulé

2.1.2.1. L'actif et le passif consolidés

2.1.2.1.1. Le bilan consolidé actif

Afin de vous permettre d'analyser la situation de la société, nous vous proposons de mesurer, par rapport à l'exercice précédent, l'évolution des grands postes du bilan consolidés :

Les immobilisations incorporelles consolidées	
S'élèvent à	467 KEur.
Contre	612 KEur.
Au cours de l'exercice précédent	

Les immobilisations corporelles consolidées S'élèvent à Contre Pour l'exercice précédent	30.193 KEur. 30.631 KEur.
Les immobilisations financières consolidées S'élèvent à Contre Pour l'exercice précédent	2.076 KEur. 4.779 KEur.
Les stocks consolidés s'élèvent à Contre Pour l'exercice précédent	14.075 KEur. 16.590 KEur.
Les créances consolidées s'élèvent à Contre Pour l'exercice précédent	9.878 KEur. 8.743 KEur.
La trésorerie consolidée s'élève à Contre Pour l'exercice précédent	611 KEur. 453 KEur.
Les charges constatées d'avance s'élèvent à Contre Pour l'exercice précédent	557 KEur. 622 KEur.
Le total de l'actif circulant consolidé s'élève à Contre Pour l'exercice précédent	25.121 KEur. 26.409 KEur.

2.1.2.1.2. Le bilan consolidé passif

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à Contre Pour l'exercice précédent	15.892 KEur. 18.477 KEur.
Les intérêts minoritaires s'élèvent à Contre Pour l'exercice précédent	2 KEur. 533 KEur.
Les provisions consolidées s'élèvent à Contre Pour l'exercice précédent	1.443 KEur. 1.631 KEur.
L'ensemble des dettes consolidées S'élève à Contre	40.521 KEur. 41.770 KEur.

Pour l'exercice précédent

Le total du bilan consolidé s'élève à	57.858 KEur.
Contre	62.431 KEur.
Pour l'exercice précédent	

2.1.2.2. Le compte de résultat consolidé

Le chiffre d'affaires hors taxe consolidé s'élève à	32.816 KEur.
Contre	30.741 KEur.
Pour l'exercice précédent	

Les produits d'exploitation consolidés s'élèvent à	31.621 KEur.
Contre	29.702 KEur.
Pour l'exercice précédent	

Les charges d'exploitation consolidées s'élèvent à	30.245 KEur.
Contre	27.098 KEur.
Pour l'exercice précédent	

Elles comprennent notamment :

- Les achats pour	13.568 KEur.
- Les autres charges externes pour	6.884 KEur.
- Les impôts et charges pour	826 KEur.
- Les salaires et traitements pour	4.498 KEur.
- Les charges sociales pour	2.002 KEur.
- Les amortissements et provisions pour	1.707 KEur.

Le résultat d'exploitation consolidé s'élève à	1.375 KEur.
Contre	2.549 KEur.
Pour l'exercice précédent	

Après produits et frais financiers consolidés	
Le résultat courant avant impôt consolidé est de	-78 KEur.
Contre	842 KEur.
Pour l'exercice précédent	

Après produits exceptionnels de	282 KEur.
Et charges exceptionnelles de	940 KEur.
Un impôt sur les bénéfices de	-25 KEur.
Un impôt différé de	-114 KEur.

Le bénéfice consolidé du groupe s'élève à	-604 KEur.
Contre	590 KEur.
Pour l'exercice précédent	

2.3. Evénements intervenus sur l'exercice et perspectives d'avenir

L'exercice social est caractérisé par :

- L'augmentation de capital intervenu en décembre 2007,
- La cession de notre participation dans le capital de la SCEA GUETTE SOLEIL qui a généré une moins value nette de 154 KEur, cependant nous avons conclu un nouveau contrat commercial pour notre approvisionnement en vins de Chablis pour une durée de 5 années renouvelable.
- La constitution d'une provision de 434 KEur sur le litige avec notre ancien partenaire Chilien, la procédure d'arbitrage que nous avons engagé s'est terminée par un renvoi des deux parties devant une juridiction Chilienne. Les règles de prudence nous imposent de provisionner notre risque.
- La baisse importante de la rentabilité de notre filiale DOMAINE LAROCHE impactée par la compression de sa marge brute (900 KEur) consécutive à la hausse brutale du prix d'achat des approvisionnements sur nos vins de Chablis négoce.
- La filiale LAROCHE SOUTH AFRICA a fait l'acquisition en avril 2007, d'une propriété dénommée SENTINEL attenante à notre domaine viticole, d'une superficie de 48 hectares dont 17,5 hectares de vignes plantées, le tout pour un investissement de 1,5 MEur. Cette acquisition a été financée par un emprunt local. Nous avons entamé une procédure d'agrément pour obtenir un permis de construire. Après obtention du permis de construire, nous pourrions procéder à la cession d'une partie de la propriété en terrain à bâtir. Cette opération de cession devrait nous permettre de rembourser l'intégralité de cet investissement. La plus-value escomptée pourrait être de l'ordre de 1 MEur.

Au cours de cet exercice, le centre de conférence de la propriété SENTINEL a été restauré, ce qui offre une belle vitrine et une très belle visibilité à l'ensemble de notre domaine sud-africain.

Les résultats 2007-2008 constatent une belle progression des ventes des vins du Nouveau Monde et une amélioration des résultats de nos filiales étrangères.

L'activité commerciale de notre filiale Languedoc reste quasiment stable avec la poursuite d'un résultat largement bénéficiaire.

En résumé, sur l'exercice 2007-2008, la baisse de notre résultat net consolidé est la conséquence de trois facteurs :

- La baisse du résultat de la filiale DOMAINE LAROCHE lié à la hausse brutale et incontrôlée des prix d'achats des vins de Chablis négoce,
- La provision relative au litige avec notre ancien partenaire chilien,
- La moins value de sortie sur la filiale SCEA GUETTE SOLEIL.

Enfin, il convient de noter que l'endettement bancaire du groupe a été diminué au cours de cet exercice à hauteur de 3 MEur.

Pour l'exercice 2008-2009, nous agissons sur tous les points clés pour nous permettre de retrouver un bon niveau de rentabilité sur le prochain exercice.

A compter du 1^{er} avril 2008, nous avons procédé à un relèvement général de nos prix de vente sur tous nos clients.

Nous prévoyons une contraction de nos ventes en volume sur les vins de Chablis négoce et sur les vins du Languedoc, la poursuite du développement de nos ventes sur les vins du Nouveau Monde

Globalement de notre chiffre d'affaires consolidé devrait rester stable.

Nos équipes commerciales continuent à travailler :

- Sur le terrain au renforcement de nos positions dans les circuits sélectifs et le Travel Retail,
- A l'implantation de nos produits du Nouveau Monde,
- Au lancement d'un nouveau produit ICON Chilien,
- A l'introduction de la gamme CLASSIC pour les produits d'Afrique du Sud.

Nous poursuivons notre politique de marque engagée et nous continuons à privilégier et à promouvoir la vente de nos produits à plus forte valeur ajoutée « haut de gamme » à savoir ICON & PLATINUM.

Nous venons par ailleurs d'engager un programme spécifique afin d'améliorer la rentabilité de notre domaine viticole en Languedoc dès le millésime 2008.

2.4. Flux de trésorerie

Vous trouverez en annexe au présent rapport, les flux de trésorerie opérés au cours du dernier exercice social.

2.5. Mission des Commissaires aux comptes

Vos Commissaires aux comptes relatent l'accomplissement de la mission qui leur est dévolue par la loi quant à la vérification de ces comptes consolidés.

3. Présentation des résolutions

Conformément à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, nous allons soumettre à votre approbation les résolutions suivantes :

1^{er} résolution :

Nous vous demandons d'approuver les comptes annuels au 31 mars 2008, de prendre acte des dépenses ayant trait aux charges non déductibles visées à l'article 39-4 du CGI et donner quitus aux mandataires sociaux.

2^{ème} résolution :

Nous vous demandons d'approuver les comptes consolidés au 31 mars 2008.

3^{ème} résolution :

Nous vous demandons d'approuver les conventions réglementées.

4^{ème} résolution :

Nous proposons l'affectation du résultat de l'exercice.

5^{ème} résolution :

Nous vous proposons de renouveler les mandats des Commissaires aux comptes.

Au bénéfice de tout ce qui vous a été exposé, nous vous remercions de la confiance que vous nous témoignerez en approuvant les comptes de cet exercice et en adoptant les résolutions qui vous sont proposées.

Le Directoire

Compte de résultat consolidé

Rubriques	31/03/2008	31/03/2007
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS		
Ventes de marchandises France	5 679 673	4 795 863
Ventes de marchandises Export	24 991 294	23 816 140
Production vendue de biens France	1 187 318	1 130 583
Production vendue de biens Export	235 175	296 285
Production vendue de services France	667 342	599 652
Production vendue de services Export	55 019	103 185
TOTAL I	32 815 821	30 741 708
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Production stockée	-1 556 311	-1 529 122
Production immobilisée	23 860	133 172
Subventions d'exploitation	3 072	8 030
Reprises sur provisions, amortissements, transfert	325 814	347 127
Autres produits	8 523	1 957
TOTAL II	-1 195 042	-1 038 836
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	558 121	505 365
Variation de stock de marchandises	11 344	-47 066
Achats de matières premières et autres appro.	13 568 183	11 367 326
Variation de stock matières premières et appro.	128 808	-44 983
Autres achats et charges externes	6 884 060	6 381 692
Impôts, taxes et versements assimilés	862 221	650 200
Salaires et traitements	4 498 141	4 634 685
Charges sociales	2 002 215	2 018 993
Dotations aux amortissements immobilisations	1 707 784	1 600 159
Dotations aux provisions immobilisations		62 142
Dotations aux provisions sur actif circulant	1 320	5 918
Dotations aux provisions pour risques et charges		4 700
Autres charges	22 880	13 771
TOTAL III	30 245 077	27 152 902
RESULTAT D'EXPLOITATION (I + II - III)	1 375 702	2 549 970
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		

Compte de résultat consolidé

Rubriques	31/03/2008	31/03/2007
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations	16 849	45 772
Prod. des autres val. mobilières et créances de l'actif immo.	21 080	3 461
Autres intérêts et produits assimilés	92 135	14 478
Reprises sur provisions, transferts charges		2
Différences positives de change	576 962	209 894
Prod. nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Ecart de conversion	16	13 023
TOTAL IV	707 042	286 630
CHARGES FINANCIERES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 880 402	1 653 336
Différences négatives de change	280 166	341 234
Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de placement		
Ecart de conversion	3	
TOTAL V	2 160 571	1 994 570
RESULTAT FINANCIER (IV - V)	-1 453 529	-1 707 940
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-77 827	842 030
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	281 794	233 647
Reprises provisions, transferts charges		
TOTAL VI	281 794	233 647
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	439 412	2 650
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	65 768	108 020
Dotations exceptionnelles aux amort. et provisions	434 571	
TOTAL VII	939 751	110 670
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI - VII)	-657 957	122 977
Impôts dus sur les bénéfices	-25 325	74 556
Impôts différés sur les bénéfices	-114 023	271 196
TOTAL VIII	-139 348	345 752
TOTAL DES PRODUITS (I + II + IV + VI)	32 609 615	30 223 149
TOTAL DES CHARGES (III + V + VII + VIII)	33 206 051	29 603 894
Résultat des sociétés intégrées	-596 436	619 255
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts acquisitions	8 328	8 328
Résultat d'ensemble consolidé	-604 764	610 927
Résultat groupe	-604 727	590 290
Résultat hors groupe	-37	20 637
Résultat par action	-0,30120	0,29401
Résultat dilué par action	-0,30120	0,29401
Résultat par action avant dot. aux amortissements des écarts d'acquisitions	-0,29705	0,29816

Bilan consolidé

ACTIF		31/03/2008	31/03/2007
ECART D'ACQUISITION	I	97	
Capital souscrit non appelé	II		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement			
Frais de recherche et développement			
Concessions, brevets, droits similaires		457 596	560 399
Fonds commercial			
Autres immobilisations incorporelles			51 744
Avances,acomptes immob. incorpor.			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains		15 777 808	15 915 565
Constructions		8 488 549	7 544 930
Installations techniq., matériel, outillage		4 983 850	5 437 513
Autres immobilisations corporelles		904 151	670 021
Immobilisations en cours		48 620	1 048 712
Avances et acomptes			14 849
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
Titres de participations		553 076	985 647
Actifs nets en cours de cession			
Participations par mise en équivalence			
Créances rattachées à participations			
Autres titres immobilisés		59 589	389 915
Prêts		844 329	2 509 968
Autres immobilisations financières		619 354	893 351
TOTAL III		32 736 922	36 022 614
STOCKS ET EN-COURS			
Matières premières, approvisionnements		653 271	823 666
En-cours de production de biens		1 068 222	1 161 117
En-cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis		12 285 379	14 526 168
Marchandises		67 774	79 116
Avances,acomptes versés/commandes		1 758 006	600 249
CREANCES			
Créances clients et comptes rattachés		2 867 620	2 436 079
Actifs d'impôt différé		124 880	177 977
Autres créances		5 130 043	5 528 859
Capital souscrit et appelé, non versé			
DIVERS			
Valeurs mobilières de placement			
Actions propres			
Disponibilités		611 327	453 556
COMPTES DE REGULARISATION			
Charges constatées d'avance		557 348	622 587
TOTAL IV		25 123 870	26 409 374
Charges à répartir/plrs exercices	V		
Primes rembours des obligations	VI		
Ecarts de conversion actif	VII		
Ecarts arrondi actif	VIII	18	
TOTAL GENERAL (I à VIII)		57 860 907	62 431 988

Bilan consolidé

PASSIF	31/03/2008	31/03/2007
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel	10 349 890	10 038 610
Primes d'émission, de fusion, d'apport	3 002 638	2 600 744
Ecarts de réévaluation		
Ecarts de réévaluation groupe		
Réserve légale	297 583	297 583
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	2 010 918	2 274 871
Réserve du groupe	1 839 023	3 287 696
Ecarts de conversion groupe	-1 002 831	-612 711
Report à nouveau		
RESULTAT GROUPE	-604 727	590 290
Subventions d'investissements		
Amortissement dérogatoires		
Autres provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
TOTAL I	15 892 494	18 477 083
INTERETS MINORITAIRES		
Intérêts hors groupe	2 057	532 844
Ecarts de conversion hors groupe		
Résultat hors groupe	-37	20 637
TOTAL II	2 020	553 481
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL III		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour acquisitions de titres		
Provisions pour risques		4 700
Provisions pour charges		
Provisions pour passif d'impôt différé	1 445 382	1 626 702
TOTAL IV	1 445 382	1 631 402
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	13 095 557	15 135 871
Concours bancaires courants	12 464 390	13 445 774
Emprunts en crédit bail		
Emprunts et dettes financières divers	1 059 319	1 181 440
Passif nets en cours de cession		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	32 406	85 604
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 300 653	5 932 377
Dettes fiscales et sociales	1 935 732	2 318 731
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	87 229	364 311
Autres dettes	3 252 837	3 100 657
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	292 872	205 257
TOTAL V	40 520 995	41 770 022
Ecarts de conversion passif	VI	
Ecart arrondi passif	VII	16
TOTAL GENERAL (I à VII)	57 860 907	62 431 988

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

<i>Rubriques</i>	<i>France</i>	<i>Exportation</i>	<i>31/03/2008</i>	<i>31/03/2007</i>
Ventes de marchandises	4 904 725	25 024 484	29 929 209	28 270 356
Production vendue de biens				
Production vendue de services	213 563	303 351	516 914	582 973
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	5 118 288	25 327 835	30 446 123	28 853 329
Production stockée			(14 130)	14 130
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				4 724
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			213 745	169 146
Autres produits			249	52
PRODUITS D'EXPLOITATION			30 645 988	29 041 381
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			22 064 946	20 888 357
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			1 317 234	1 382 765
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			3 701 958	3 283 974
Impôts, taxes et versements assimilés			315 070	182 068
Salaires et traitements			2 035 681	1 843 655
Charges sociales			1 032 162	1 003 055
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			76 524	62 146
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions			1 320	2 952
Pour risques et charges : dotations aux provisions				4 700
Autres charges			3 537	1 499
CHARGES D'EXPLOITATION			30 548 432	28 655 172
RESULTAT D'EXPLOITATION			97 556	386 209
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			588 580	429 005
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			(2 187)	1 565
Autres intérêts et produits assimilés			(98)	0
Reprises sur provisions et transferts de charges			0	676
Différences positives de change			203 676	41 061
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			789 970	472 308
Dotations financières aux amortissements et provisions			1 519 385	729 852
Intérêts et charges assimilées			668 623	576 531
Différences négatives de change			159 979	89 028
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 347 987	1 395 411
RESULTAT FINANCIER			(1 558 016)	(923 103)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(1 460 461)	(536 894)

COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>31/03/2008</i>	<i>31/03/2007</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	18 100	69 600
Reprises sur provisions et transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	18 100	69 600
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	831	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	6 763	30 611
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	434 571	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	442 165	30 611
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(424 065)	38 989
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	(158 270)	(535 110)
TOTAL DES PRODUITS	31 454 058	29 583 289
TOTAL DES CHARGES	33 180 313	29 546 084
BENEFICE OU PERTE	(1 726 255)	37 205

BILAN ACTIF

<i>Rubriques</i>	<i>Montant Brut</i>	<i>Amortissements</i>	<i>31/03/2008</i>	<i>31/03/2007</i>
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	242 229	89 993	152 236	178 739
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 286 735		2 286 735	2 286 735
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	109 459	47 669	61 790	69 366
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	15 253 931	584 571	14 669 361	15 251 931
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	20 008		20 008	350 334
Prêts	1 720 788		1 720 788	2 273 281
Autres immobilisations financières	395 372		395 372	670 183
ACTIF IMMOBILISE	20 028 524	722 233	19 306 290	21 080 569
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				14 130
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	36 879		36 879	37 077
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	3 040 883	2 369	3 038 514	2 422 945
Autres créances	9 977 035		9 977 035	9 963 587
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	441 293		441 293	165 435
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	197 265		197 265	249 581
ACTIF CIRCULANT	13 693 355	2 369	13 690 986	12 852 755
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	2 101 461		2 101 461	732 076
TOTAL GENERAL	35 823 340	724 602	35 098 738	34 665 401

LAROCHE
Tableau des filiales et participations

Participation Forme et Nationalité	Capital Social / Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en % / Dividendes encaissés	Valeur brute des titres / Valeur nette des titres	Prêts, avances, cautions	Chiffre d'affaires	Résultat du dernier exercice social
SA DOMAINE LAROCHE (France)	1 000 000 8 357 870	99,99 % 499 895	8 346 035 8 346 035	1 219 592	15 840 727	(195 865)
SA MAS LA CHEVALIERE (France)	2 500 000 3 306 001	99,99 % 0	2 499 761 2 499 761	158 270 4 813 495	7 740 617	311 885
SARL LE VIEUX MOULIN (France)	150 000 (490 383)	100 % 0	150 000 0	857 629	976 469	(332 545)
LAROCHE WINES Ltd (GB)	122.618 72 243	100 % 0	122 553 122 553	25 256	0	3 923
LAROCHE inc. (USA)	1.220.926 1 237 130	100 % 0	1 388 790 1 388 790	0	51 574	27 830
LAROCHE CHILE LIMITIDA (Chili)	788.639 (157 665)	100 % 0	788 639 788 639	3 076 184 150 000	1 186 586	272 374
LAROCHE SOUTH AFRICA ESTATES (Afrique du Sud)	1.902.950 860 988	51 % 0	970 504 970 504	2 470 245	835 952	(252 964)
MICHEL LAROCHE ET JOGE CODERCH (Chili)	2.002.842	47 % 0	985.647 551 076	0	NC	NC
SC CAPITAINE (France)	2 000	31 % 0	2 000 2 000	321 706	NC	NC

LAROCHE
Tableau des résultats de cinq derniers exercices

Date d'arrêté Durée de l'exercice (en mois)	31/03/2004	31/03/2005	31/03/2006	31/03/2007	31/03/2008
	12	12	12	12	12
Capital de fin d'exercice					
Capital social	8 573 240	8 573 240	8 573 240	10 038 610	10 349 890
Nbr d'actions	857 324	857 324	1 714 648	2 007 722	2 069 978
Nbr d'actions à dividendes prioritaires	0	0	0	0	0
Nbr maximum d'actions à créer	0	0	0	0	0
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires HT	1 506 957	4 795 778	4 544 276	28 853 329	30 446 123
Résultat avant impôt, Participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	1 160 028	287 876	-186 277	292 569	140 671
Impôts sur les bénéfices	34 988	-208 253	-130 955	-535 110	-158 270
Dotation aux amortissements et provisions	175 537	54 359	22 885	790 475	2 025 196
Participation des salariés	0	0	0	0	0
Résultat net après impôt	949 503	441 770	-78 207	37 205	-1 726 255
Résultat distribué	342 930	171 465	200 024	301 158	103 498,90
Résultat par actions					
Résultat après impôt, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	1,31	0,58	0,03	0,41	0,14
Résultat après impôt, participation des salariés, et dotations aux amortissements et provisions	1,11	0,52	-0,45	0,02	-0,83
Dividende net attribué à chaque action	0,40	0,20	0,10	0,15	0,05
Personnel					
Effectif moyen de l'exercice	5	42	44	45,75	43
Montant de la masse salariale	303 540	1 796 171	1 798 228	1 843 655	2 035 681
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (charges sociales, prévoyance, œuvres sociales, etc...)	194 225	762 858	889 529	1 003 055	1 032 162

Régis de BREBISSE
58bis rue Chaussée d'Antin
75009 - PARIS

Dominique LEDOUBLE
15 Rue D'astorg
75008 - PARIS

SA LAROCHE

Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels

- -

Exercice clos le 31 mars 2008

Mesdames, Messieurs, les actionnaires

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2008 :

- le contrôle des comptes de la société anonyme LAROCHE SA, tels qu'ils sont annexés au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil de Surveillance du 30 juin 2008. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes de l'annexe :

- I-B, méthodes comptables, titres de participation,

2. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- la note intitulée « Titres de participation » décrit l'évaluation de ces titres à la date de clôture. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations ;

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur.

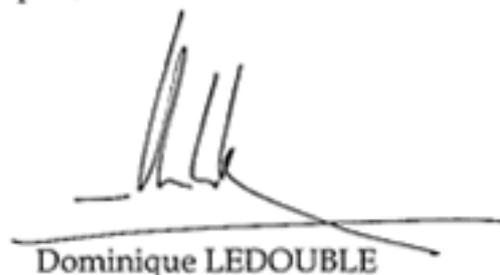
En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs de capital et des droits de vote vous ont été communiqués dans le rapport de gestion.

Fait à Paris, le 28 Août 2008.

Les commissaires aux comptes,



Régis de BREBISSON



Dominique LEDOUBLE

Commissaire aux comptes,
Membre de la Compagnie de Paris

Il est proposé au vote des actionnaires les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION – Approbation des comptes sociaux de l'exercice

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Directoire, des Commissaires aux comptes et du Conseil de surveillance sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2008, approuve les comptes et le bilan de cet exercice, tels qu'ils ont été présentés.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports ainsi que le montant des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts s'élevant à 54.085 Euros et l'impôt théorique correspondant se montant à 18.027 Euros.

L'Assemblée générale donne en conséquence, aux membres du Directoire, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice approuvé.

DEUXIEME RESOLUTION – Approbation des comptes consolidés de l'exercice

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Directoire et des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés arrêtés au 31 mars 2008, approuve les comptes consolidés, tels qu'ils ont été présentés, lesdits comptes se soldant par un résultat déficitaire du groupe de 604.727 Euros.

TROISIEME RESOLUTION – Approbation du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées par l'article L. 225-86 du Code de commerce, approuve l'énoncé et le contenu dudit rapport et par voie de conséquence les opérations et conventions qui s'y trouvent visées.

QUATRIEME RESOLUTION – Affectation du résultat

L'Assemblée générale, sur la proposition du Directoire, décide d'affecter la perte nette comptable de l'exercice, soit la somme de 1.726.255,23 Euros, au compte « Autres Réserves ».

En outre, l'Assemblée générale décide de prélever sur le compte « Autres Réserves », la somme de 103.498,90 Euros afin de l'affecter aux actionnaires à titre de distribution de dividende.

Le dividende global en numéraire revenant à chaque action, ainsi fixé à 0,05 Euro, sera payé au siège social à compter du 1^{er} octobre 2008.

L'Assemblée générale prend acte que ce dividende peut être, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, éligible à l'abattement et que les actionnaires auront la possibilité d'opter au prélèvement forfaitaire libératoire de l'impôt sur le revenu au taux de 18 % liquidé sur le montant brut du revenu distribué en notifiant à la société par écrit leur décision avant la mise en paiement du dividende.

Enfin, ce dividende sera diminué du montant des prélèvements sociaux payables à la source, soit 11 % du revenu distribué.

L'Assemblée générale reconnaît en outre que le rapport de gestion mentionne, pour les trois exercices précédents, les dividendes mis en distribution, à savoir :

EXERCICES	DISTRIBUTION GLOBALE PAR ACTION	REVENU ELIGIBLE À L'ABATTEMENT DE 50 %	REVENU ELIGIBLE À L'ABATTEMENT DE 40 %
31/3/2007	0,15	-	0,15
31/3/2006	0,10	-	0,10
31/3/2005	0,20	0,20	-

CINQUIEME RESOLUTION – Renouvellement des mandats des Commissaires aux comptes

L'Assemblée générale, constatant que les mandats des Commissaires aux comptes, titulaires et suppléants, viennent à expiration ce jour, décide de renouveler pour une durée de six exercices expirant après la réunion de l'Assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes du sixième exercice, soit sur les comptes clos le 31 mars 2014, Messieurs Régis DE BREBISSON et Dominique LEDOUBLE en qualité de Commissaires aux comptes titulaires et de renouveler pour la même durée, en qualité de Commissaires aux comptes suppléants, la société ENERYS et Monsieur Gérard LE MEN.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette Assemblée, par un autre actionnaire ou par son conjoint, les actionnaires devront être inscrits en compte cinq jours au moins avant la réunion. Ils n'auront aucune formalité à remplir et ils seront admis à l'Assemblée générale sur simple justification de leur identité.

L'établissement financier centralisateur de cette Assemblée, NATIXIS pour compte de CACEIS Corporate Trust – Servies Assemblées – 10, rue des Roquemonts – 14099 CAEN Cedex, tient à cette adresse, à la disposition des intéressés, sur leur demande, un document unique de vote par correspondance ou par procuration.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que pour les formulaires, complétés et signés, parvenus au siège social de la société ou à NATIXIS pour compte de CACEIS Corporate Trust, trois jours au moins avant la date de l'Assemblée, par voie postale ou par télécopie. Il est rappelé que le vote par correspondance est exclusif du vote par procuration et inversement.

Le Directoire

LAROCHE

**Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital de 10.349.890 Euros**

SIEGE SOCIAL : CHABLIS (Yonne) L'Obédiencerie - 22, rue Louis Bro

317 356 574 R.C.S. AUXERRE - SIRET 317 356 574 00036

**RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 17 SEPTEMBRE 2008**

Chers actionnaires,

Le Directoire de notre société vous a convoqués à une Assemblée générale ordinaire conformément à la loi et à nos statuts afin :

- D'une part, de vous exposer l'activité de la société et celle du groupe au cours de l'exercice clos le 31 mars 2008, les résultats de la société et ceux du groupe, les difficultés rencontrées et les perspectives d'avenir, et de vous fournir les autres informations prescrites par la loi,
- Et, d'autre part, de soumettre à votre approbation les comptes sociaux de cet exercice et l'affectation du résultat.

Lecture du rapport du Directoire vous a été faite par Monsieur Michel LAROCHE, son Président.

Vous avez, par ailleurs, entendu la lecture des rapports des Commissaires aux comptes sur l'exercice de leur mission de vérification et de contrôle des comptes sociaux et comptes consolidés ainsi que sur les conventions visées à l'article L. 225-86 du Code de commerce.

Conformément à l'article L. 225-68 du Code de commerce, nous vous présentons nos observations sur le rapport du Directoire ainsi que sur les comptes sociaux et consolidés de l'exercice.

1. Le rapport du Directoire

Nous vous précisons que :

- Le Directoire a tenu périodiquement informé le Conseil de surveillance des opérations sociales et de leurs résultats par, notamment, la présentation de rapports trimestriels,
- Le compte de résultats, le bilan et l'annexe ainsi que les comptes consolidés ont été communiqués au Conseil de surveillance dans le délai de trois mois à compter de la clôture de l'exercice conformément à la loi,
- Les informations données dans le rapport de gestion du Directoire et les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière n'appellent aucune remarque de la part du Conseil de surveillance.

2. Les comptes de l'exercice

Nous n'avons aucune observation à formuler sur les comptes sociaux et consolidés arrêtés le 31 mars 2008.

Le Conseil de surveillance ne voit donc pas d'objection aux propositions du Directoire faites à l'Assemblée générale concernant l'affectation du résultat de l'exercice.

**Fait à CHABLIS
Le 30 juin 2008**

LAROCHE

**Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital de 10.349.890 Euros**

SIEGE SOCIAL : CHABLIS (Yonne) L'Obédiencerie - 22, rue Louis Bro

317 356 574 R.C.S. AUXERRE - SIRET 317 356 574 00036

**RAPPORT SPECIAL DU PRESIDENT SUR LES CONDITIONS DE PREPARATION
ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL AINSI QUE SUR LES
PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE PRESENTE
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 17 SEPTEMBRE 2008**

Chers actionnaires,

En complément du rapport de gestion, nous vous rendons compte, dans le présent rapport spécial, conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce, des conditions de préparation et d'organisation des travaux de notre Conseil de surveillance ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société.

1. Description de la société et du groupe

1.1. Activités

La société gère des participations dans des sociétés qui produisent et/ou commercialisent des vins.

1.2. Organisation

Un organigramme hiérarchique et fonctionnel définissant les rôles et les domaines de responsabilités des dirigeants et des salariés du groupe, est mis à jour régulièrement en tenant compte des évolutions du personnel et des variations des périmètres de responsabilités.

2. Organisation des travaux du Conseil de surveillance

Le Conseil de surveillance est composé de : Madame Madeleine LAROCHE cofondatrice du DOMAINE LAROCHE, Madame Françoise DUPRESSOIR exerçant une profession juridique, Monsieur Philippe SIMON chef d'entreprise et Monsieur François FAURE consultant.

Son Président est Madame Madeleine LAROCHE.

Son vice-Président est Madame Françoise DUPRESSOIR.

Le Conseil de surveillance s'est réuni cinq fois au cours de l'exercice 2007/2008 ; le taux de présence de ses membres aux réunions est de 75 %.

Quatre réunions ont été consacrées à l'examen des rapports périodiques du Directoire sur l'activité et les résultats des secteurs d'activité du groupe.

3. Procédures de contrôle interne

3.1. Préambule

3.1.1. Objectifs de la société en matière de contrôle interne

Le contrôle interne se définit par l'ensemble des politiques et procédures de contrôle interne mises en œuvre par la direction d'une entité en vue de s'assurer, dans la mesure du possible, la gestion rigoureuse et efficace de ses activités.

Ces procédures impliquent :

- le respect des politiques de gestion,
- la sauvegarde des actifs,
- la prévention et la détection des fraudes et erreurs,
- l'exactitude et l'exhaustivité des enregistrements comptables,
- l'établissement en temps voulu d'informations comptables et financières fiables.

Cependant, bien que l'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier, comme tout système de contrôle, le système de contrôle interne ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

Les procédures mises ont été bouleversées du fait de la mise en place des nouveaux systèmes d'information.

3.1.2. Modalités de préparation du présent rapport

Le présent rapport a été préparé par le Président du Conseil de surveillance

Ce rapport est établi pour l'ensemble du groupe LAROCHE, et plus particulièrement les filiales françaises DOMAINE LAROCHE, MAS LA CHEVALIERE, LE VIEUX MOULIN et SCI DU DOMAINE LAROCHE détenues directement et indirectement à plus de 99 % par la société mère, dans la mesure où ces filiales sont totalement intégrées dans le système de contrôle interne décrit ultérieurement.

3.2. Présentation des principaux facteurs de risque

Eu égard à l'activité et à l'organisation de la société, et en réponse aux objectifs de contrôle interne énumérés ci-dessus, il apparaît que les principaux facteurs de risques de la société reposent sur :

- Le recensement, le suivi et l'évaluation des stocks de matières premières et de produits finis,
- Le recensement, et la dépréciation des éléments constituant l'état du patrimoine immobilisé,
- Le suivi des comptes « clients »,
- Le suivi et l'évaluation des engagements dans le cadre du cycle « Achats – Fournisseurs ».

Un accent est mis de manière spécifique sur ces zones de risques par la direction financière dans le cadre de l'élaboration de l'information financière et comptable destinée aux actionnaires.

3.3. Gestion et présentation des principales procédures de contrôle interne

3.3.1. Les acteurs du contrôle interne

L'ensemble des procédures et des outils de contrôle interne mis en place au sein de la société repose sur une équipe composée :

- D'un comité d'approbation des procédures composé de Monsieur Michel LAROCHE, en qualité de Directeur Général, et Monsieur Christophe JUAREZ, en qualité de Secrétaire Général,
- D'un comité de vérification des procédures édictées composé de Monsieur Jacky DEGOUSSE, en qualité de Directeur Financier, de Madame Agnès BERNARD, en qualité de Chef Comptable,
- Des rédacteurs des différentes procédures en fonction de leur responsabilité et de la nature des procédures rédigées. Ces rédacteurs sont essentiellement Monsieur Antoine MAROIS, en qualité de contrôleur de gestion, Madame Florence CHAMOND en qualité de responsable du système qualité et Madame Agnès BERNARD, en qualité de chef comptable.

Notre groupe dispose :

- D'un Comité Opérationnel composé des principaux responsables fonctionnels qui se réunit mensuellement.
- D'un Comité de Direction composé des membres du Directoire et les directeurs de services, il se réunit chaque trimestre,
- D'un Comité de Direction qualité composé de la responsable qualité, du Directeur général et des responsables des services.

Le rôle du Comité de Direction est :

- D'examiner, contrôler, valider et réviser le budget annuel.

- D'examiner et de statuer sur les améliorations organisationnelles et fonctionnelles du groupe,
- Définir la politique salariale du groupe et valider les rémunérations.

A cet égard, nous vous précisons ci-après le montant des rémunérations et des avantages en nature octroyés aux mandataires sociaux du groupe :

Membres du Directoire	Rémunérations et avantages versés par la société		Rémunérations et avantages versés par les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce		Mandats sociaux exercés dans toutes sociétés Françaises ou étrangères	
	Montant de la rémunération brute	Montant des avantages en nature	Montant de la rémunération brute	Montant des avantages en nature	Nom de la société	Mandat exercé
M. Michel LAROCHE	Au titre du mandat social : 19.200	6.000	19.048		DOMAINE LAROCHE	P-DG
			19.048		MAS LA CHEVALIERE	P-DG
				SC LB HOLDING	Gérant	
				LE VIEUX MOULIN	Gérant	
				LAROCHE CHILE LIMITIDA	Gérant	
				LAROCHE SOUTH AFRICA	Directeur	
				SCI DU DOMAINE LAROCHE	Gérant	
Mme Gwénaél LAROCHE	Au titre du contrat de travail : 25.319	7.409			DOMAINE LAROCHE	Administrateur
					MAS LA CHEVALIERE	Administrateur

Le rôle du Comité Opérationnel est d'analyser et de commenter les reporting mensuels financiers et opérationnels établis par le contrôle de gestion et d'apporter si nécessaire les mesures correctives.

Le rôle du Comité de Direction qualité est de suivre et piloter les indicateurs qualité, de gérer les réclamations clients, d'apporter des actions correctives et de faire progresser le système qualité.

3.3.2. Les outils et les procédures du contrôle interne

Le contrôle interne de notre société repose sur un ensemble de recueils composé :

- D'un manuel de procédures administratives et comptables décrivant l'ensemble des procédures qui garantissent la réalisation et la sécurisation de l'information financière produite,
- D'un manuel de gestion définissant d'une part les modalités d'élaboration et de validation des procédures budgétaires et reporting, et d'autre part les conditions d'utilisation et de mise à jour du système d'information utilisé,
- D'un système qualité décrivant la politique de management de la qualité mise en place par la Direction de la société.

L'ensemble de ces documents sont regroupés sous une base de gestion documentaire (Intraqual Doc) accessible par l'ensemble des salariés de la société en mode intranet.

Leur mise à jour est effectuée directement sur la base dédiée après validation par les différents responsables en charge des référentiels.

Ces procédures sont appliquées dans la gestion courante de notre groupe avec notamment une centralisation de la facturation sur la société mère et une valorisation des stocks basée sur la méthode du PMP par stade de fabrication.

3.4. Procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

3.4.1. Organisation de la fonction comptable et financière

Les fonctions administratives et comptables de notre Groupe sont gérées de manière centralisée sur le site de l'Obédiencerie à Chablis, ce qui nous permet une meilleure efficacité et plus grande homogénéité du traitement de l'information comptable.

Notre service administratif et comptable comprend 12 personnes dont une est située sur le site de production de Béziers. Ce service traite les aspects administratif et comptable de l'ensemble des sociétés du groupe. Le rôle de chacun est défini au travers de fiches de poste, régulièrement actualisées et intégrées dans le référentiel de contrôle interne.

Le site de Béziers est placé directement sous la responsabilité de Madame Agnès BERNARD, chef comptable, en charge principalement du traitement comptable des stocks de matières et de produits finis (suivi des stocks, inventaire, valorisation...), et des immobilisations (recensement, suivi des entrées / sorties, durées d'amortissement...) et vérification de la caisse.

Les autres sites de stockage et de production sont placés sous la responsabilité de Monsieur Jacky DEGOUSSE, Directeur administratif et financier.

L'ensemble de la production des informations comptables, fiscales et de gestion est réalisé par nos équipes : saisie comptable, gestion des ressources humaines, gestion de la paie et des charges sociales, gestion complète des immobilisations, établissement des déclarations fiscales et consolidation comptable.

La comptabilité générale est tenue sous le système intégré MOVEX. La paie est tenue que le progiciel HORSYS avec badgeuses. Une GPEC est actuellement en cours de développement

Les liasses fiscales sont gérées sous le logiciel ETAFI DECISIV.

La consolidation est réalisée avec l'aide du logiciel ETAFICONSO par interface directe.

Les immobilisations sont gérées sous le progiciel ABEL IMMOBILISATIONS relié directement au système comptable par une interface.

La gestion commerciale, achats stocks et suivi de fabrication sont gérés par MOVEX. Les achats stockés et tous les engagements de dépenses récurrents sont gérés par engagement et sont validés directement lors de la réception des marchandises ou de la validation de l'ordre d'achat.

Le système informatique est centralisé à Chablis pour l'ensemble du groupe.

Les sauvegardes sont réalisées chaque jour avec réplication de données sur un disque miroir avec un autre serveur sur un site distant pour une meilleure protection de nos données .

En fonction des besoins de notre activité, et afin de garantir :

- D'une part les principaux actifs de notre société (marque, stocks)
- D'autre part d'anticiper et/ou de gérer les risques de litige (contrats de distribution, fiscalité, social),
- Et enfin de garantir une information financière fiable et de qualité à nos actionnaires (comptes sociaux, comptes consolidés),

Notre groupe a recours systématiquement à des professionnels extérieurs, spécialisés dans chacun de leurs domaines.

3.4.2. Système d'information, reporting, et contrôle budgétaire

Notre groupe dispose de procédures (cf. 3.3.2. – Les outils du contrôle interne) bien définies concernant l'élaboration de procédures budgétaires et d'outils de reporting permettant au Comité de Direction de suivre au mieux l'activité.

3.4.2.1. La procédure budgétaire

Le budget est bâti sur la base de l'architecture du plan comptable analytique du groupe qui se compose de 4 sections fonctionnelles et 8 sections métiers.

Les sections analytiques « fonctionnelles » se décomposent de la manière suivante :

- commercial
- budget / promotion
- marketing / communication
- services supports incluant la direction générale, la direction financière, la direction informatique, le contrôle de gestion, et le service achats.

Les sections analytiques « métiers » se décomposent ainsi :

- culture
- embouteillage
- laboratoire / qualité
- logistique
- imprimerie
- administration générale
- transport
- le vieux moulin

A l'intérieur de ces sections, les coûts sont affectés en fonction des différents sites de production ou de stockage du groupe.

Chaque section fonctionnelle et métier est placée sous la responsabilité d'un directeur ou d'un responsable de service pour l'ensemble des sites du groupe. Ceux-ci sont responsables du suivi budgétaire de leur section tout au long de l'exercice.

L'élaboration de la procédure annuelle budgétaire fait l'objet des étapes suivantes :

- Elaboration d'une note de cadrage budgétaire établie par la Direction Générale,
- Construction du budget par le service contrôle de gestion de chacune des entités et du budget consolidé sur la base de la note de cadrage précédemment établie,
- Première présentation de la version initiale du budget au Comité de Direction fin-février pour discussion et amendement, (évolution du chiffre d'affaires par marché / produit, politique d'investissement...),
- Présentation fin mars de la version finalisée au Comité de Direction pour validation,
- Le budget annuel n'est pas modifié en cours d'année cependant une simulation d'actualisation semestrielle du budget est effectuée courant du mois d'octobre en tenant compte de l'activité réalisée au cours du premier semestre. Cette simulation d'actualisation est discutée et commentée par le Comité de Direction.

3.4.2.2. Le reporting

Notre groupe va procéder à compter du mois de juin 2008 à des arrêtés mensuels de ses comptes qui président à l'élaboration d'un tableau de bord mensuel de direction reprenant les principaux indicateurs de suivi d'activité et de performance financière.

A terme ce tableau de bord permettra notamment la comparaison entre les comptes arrêtés et les comptes budgétés par section. Les résultats mensuels seront présentés et discutés au cours d'un Comité Opérationnel. Cette analyse régulière permettra au Comité Opérationnel de mettre en œuvre les actions correctrices en cas de dérapage budgétaire ou de baisse du niveau de l'activité. Un compte rendu de ce Comité Opérationnel sera établi systématiquement par le Directeur Général et diffusé à l'ensemble des membres du Comité.

Un tableau de bord commercial mensuel existe et permet de piloter l'activité commerciale.

Un tableau de bord Marketing mensuel existe et permet de piloter la performance des produits.

3.4.3. Elaboration des comptes consolidés

Du fait de notre taille et du périmètre restreint de sociétés à consolider, les procédures de consolidation des comptes pour notre groupe sont simplifiées.

Les comptes consolidés sont établis conjointement par le Directeur Financier et notre expert comptable.

Ils sont audités par nos Commissaires aux comptes avant présentation au Conseil de surveillance vérifiant les comptes de l'exercice.

La consolidation est établie sous le logiciel ETAFI CONSO. Elle est documentée par un dossier de travail et des fichiers EXCEL qui justifient tous les retraitements et les informations mentionnés dans les comptes annuels.

La fiabilité des comptes consolidés est assurée par les états de contrôle et de cohérence du système informatique et par l'élaboration par la Direction Financière de tableaux de synthèse et de contrôle sous tableur notamment concernant :

- La validation des opérations réciproques,
- La validation des capitaux propres,
- La gestion des engagements hors bilan.

3.4.4. Suivi des engagements hors bilan

Les engagements hors bilan de notre groupe se composent principalement :

- Des contrats d'achats de vins concernant les livraisons de vins non réalisées à la date de la clôture faisant l'objet d'un contrat d'achat signé,
- Des créances clients ayant fait l'objet d'une opération d'affacturage,
- Des intérêts restant à courir sur les emprunts et autres instruments financiers,
- Des loyers restant à courir sur les matériels pris en location financière ou en crédit-bail,
- Des avals et cautions donnés pour le compte des filiales du groupe,
- Des sûretés réelles octroyées aux établissements de crédit dans le cadre de prêts.

Notre groupe ne dispose pas d'engagements de retraite dans la mesure où la gestion des fonds liés aux indemnités de fin de carrière a été externalisée.

L'ensemble de ces engagements est contrôlé par la Direction financière qui dispose d'un état de suivi de ces garanties.

Pour les contrats de vins, le montant des engagements est déterminé à partir de l'extraction des informations figurant dans le logiciel des engagements d'achat MOVEX.

Pour les emprunts, la Direction financière dispose d'un outil de suivi sur tableur de chaque emprunt, ventilé par échéance, et indiquant le montant des engagements et garanties accordés.

Pour les contrats de location financière et de crédit-bail, la Direction financière dispose d'états récapitulatifs sur les engagements pris. Ces informations sont validées systématiquement chaque année avec l'état des engagements fournis par les bailleurs.

Afin d'apporter une garantie supplémentaire, une convention a été signée avec FINANCE ACTIVE pour externaliser l'ensemble du suivi des engagements financiers.

Pour les autres opérations financières (affacturage, garanties sur prêts), l'état des engagements hors bilan est validé par la réception de l'état des cautions fourni par les établissements bancaires au 31 mars de chaque année, et par les informations mentionnées dans les circularisations réalisées systématiquement à la demande de nos Commissaires aux comptes.

Un état des hypothèques sur les principales filiales du groupe a été fourni à nos commissaires aux comptes

3.4.5. Contrôle des informations financières et comptables publiées

Le rapport de gestion et les comptes consolidés annuels sont établis par la Direction financière du groupe. Ils sont présentés au Directoire qui arrête les comptes puis au Conseil de surveillance pour vérification. Les informations mentionnées dans ces documents sont systématiquement validées par nos Commissaires aux comptes.

3.5. Couverture des risques

3.5.1. Couverture du risque client

Le risque client de par la facturation centralisée groupe est maîtrisé au sein de la SA LAROCHE qui a souscrit depuis de nombreuses années une assurance crédit client auprès de la COFACE pour l'ensemble des activités commerciales du groupe.

3.5.2. Couverture Responsabilité civile

En complément des assurances classiques en la matière, le groupe a étendu ses garanties aux risques spécifiques :

- « PRODUITS », et retrait de ses produits avec une garantie supplémentaire pour les Etats Unis et le Canada,
- Responsabilité Mandataires sociaux pour les risques inhérents à la gestion du groupe.

3.5.3. Couverture du risque industriel

Le groupe possède une assurance multi risques industrielle garantissant notamment la perte d'exploitation, les bris de machines, le coulage, l'incendie, le vandalisme, l'informatique, ...

3.5.4. Couverture protection juridique

L'assurance « protection juridique » assure la couverture des litiges et risques d'exploitation à l'exception des marques.

3.5.5. Couverture du risque de taux

Le groupe a souscrit jusqu'au 31 décembre 2008, une couverture financière de taux sur le niveau de 3.50% sur l'ensemble de ses crédits de trésorerie à court terme.

3.6. Conclusion sur le contrôle interne au 31 mars 2008

Notre groupe est engagé depuis longtemps dans un processus de management de la qualité et de mise en œuvre de procédures garantissant la conservation de ses actifs et un niveau satisfaisant de sécurité de l'information financière.

Le Président du Conseil de surveillance

LAROCHE

**Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital de 10.349.890 Euros**

SIEGE SOCIAL : CHABLIS (Yonne) L'Obédiencerie 22, rue Louis Bro

317 356 574 R.C.S. AUXERRE - SIRET 317 356 574 00036

LISTE DES MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DES CONSEILLERS

(Article R. 225-109 du Code de commerce)

Monsieur Michel LAROCHE

Né le 17/4/46

Date d'expiration du mandat : 2013

Membre du Directoire - Président du Directoire

PCA-Directeur général et administrateur de la SA DOMAINE LAROCHE

PCA-Directeur général et administrateur de la SA MAS LA CHEVALIERE

Directeur de la SA LAROCHE SOUTH AFRICA WINES ESTATES PTY

Gérant de L. B. HOLDING

Gérant de la SCI DU DOMAINE LAROCHE

Gérant de la SARL LE VIEUX MOULIN

Gérant de LAROCHE CHILE LIMITADA

Directeur de LAROCHE SOUTH AFRICA

Madame Gwénaëli LAROCHE

Née le 6/2/66

Date d'expiration du mandat : 2013

Membre du Directoire

Administrateur de la SA DOMAINE LAROCHE

Administrateur de la SA MAS LA CHEVALIERE

Madame Madeleine LAROCHE

Née le 19/7/1920

Date d'expiration du mandat : 2013

Président du Conseil de surveillance

Madame Françoise DUPRESSOIR

Née le 21/02/1960

Date d'expiration du mandat : 2013

Vice-Président du Conseil de surveillance

Monsieur Philippe SIMON

Né le 13/10/1953

Date d'expiration du mandat : 2013

Conseiller

Monsieur François FAURE

Né le 16/10/1939

Date d'expiration du mandat : 2013

Conseiller

Limite d'âge membre du Directoire : 75 ans

Limite d'âge membre du Conseil de surveillance : 90 ans

LAROCHE

**Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital de 10.349.890 Euros**

SIEGE SOCIAL : CHABLIS (Yonne) L'Obédiencerie 22, rue Louis Bro

317 356 574 R.C.S. AUXERRE - SIRET 317 356 574 00036

LISTE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

(Article R. 225-95 alinéa 2 du Code de commerce)

Commissaires aux comptes titulaires

- Monsieur Régis de BREBISSON
Demeurant à PARIS (IXème) 58 *bis*, rue de la Chaussée d'Antin
Renouvelé en cette fonction par l'Assemblée générale ordinaire du 6 septembre 2002,
Le mandat expire à l'issue de l'Assemblée statuant sur les comptes clos le 31 mars 2008,
- Monsieur Dominique LEDOUBLE
Demeurant à PARIS (VIIIème) 99, boulevard Haussmann
Renouvelé en cette fonction par l'Assemblée générale ordinaire du 6 septembre 2002,
Le mandat expire à l'issue de l'Assemblée statuant sur les comptes clos le 31 mars 2008,

Commissaires aux comptes suppléants

- Société ENERYS SA
Sise à NANCY (Meurthe et Moselle) 109, boulevard d'Haussonville
Renouvelée en cette fonction par l'Assemblée générale ordinaire du 6 septembre 2002,
Le mandat expire à l'issue de l'Assemblée statuant sur les comptes clos le 31 mars 2008,
- Monsieur Gérard LE MEN
Demeurant à VINCENNES (Val-de-Marne) 4/6, avenue de Paris
Renouvelé en cette fonction par l'Assemblée générale ordinaire du 6 septembre 2002,
Le mandat expire à l'issue de l'Assemblée statuant sur les comptes clos le 31 mars 2008.

L A R  C H E

L'OBEDIENCERIE, 22 RUE LOUIS BRO, 89 800 CHABLIS - FRANCE
TEL. : (33) 03 86 42 89 00 - FAX : (33) 03 86 42 89 29

WWW.LAROCHEWINES.COM - INFO@LAROCHEWINES.COM